

FEMINIST →

ACTION NEXUS

for Economic and Climate Justice

DOSSIER DE PLAIDOYER

Un changement de système pour les peuples et la planète :

Propositions féministes décoloniales sur le climat, la dette et les soins

PAR SANAM AMIN

Traduit par Fany Lambert

SOMMAIRE

- 1 Introduction**
- 1 Une perspective décoloniale de la crise climatique**
- 3 Politiques pour une transformation systémique et pour une justice climatique**
- 4 Annulation de la dette
- 5 Démilitarisation
- 6 Transition juste et équitable et démocratie énergétique
- 7 Investissements publics dans l'économie du soin
- 8 L'arrêt de l'austérité et l'inversion de sa tendance
- 9 Budgétisation participative et infrastructures centrées sur le public
- 9 Ressources**



INTRODUCTION

La crise climatique est une conséquence directe du système économique néolibéral dominant actuel, qui repose sur l'extractivisme sous de multiples formes. Ce dernier ne se limite pas à la simple extraction de ressources physiques, il se caractérise également par l'exploitation du travail, le tout en synergie avec les structures d'oppression. Preuve en est l'absence de formalisation, de reconnaissance ou de quantification des contributions aux soins, traditionnellement féminisées, qui sont pourtant considérées comme allant de soi : les réductions des dépenses sociales, issues des politiques d'austérité ou d'assainissement budgétaire, comptent sur ces apports informels pour pallier les déficits.

La lutte contre la crise climatique exige un changement de paradigme, non seulement dans la manière dont les systèmes oppressifs opèrent pour extraire les richesses et les ressources, mais aussi dans notre façon de définir et de valoriser les contributions. C'est pourquoi les défenseur·e·s féministes de la justice climatique considèrent que la justice climatique, la justice raciale, la justice économique, l'égalité des sexes et la justice sociale sont intrinsèquement liées et indissociables. Depuis le processus d'examen de Beijing+25, le slogan **#FeministsWantSystemChange** (« Les féministes veulent un changement de système ») est devenu un leitmotiv.

Ce dossier met en lumière le lien entre climat, colonialisme et militarisation, en proposant un langage adapté pour le plaidoyer en faveur d'interventions politiques clés visant à promouvoir une économie du soin. Son principe fondamental est que **l'argent nécessaire pour investir dans des solutions climatiques peut être obtenu grâce à une réorganisation de nos systèmes économiques, qui doivent être clairs quant à la nécessité de valoriser les soins et d'élaborer des politiques en la matière**. L'économie axée sur le soin, au cœur des revendications féministes, peut et doit être financée par ces changements systémiques de l'économie. Ceci contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre et les dommages environnementaux, tout en limitant les impacts des conflits sur les communautés.

UNE PERSPECTIVE DÉCOLONIALE DE LA CRISE CLIMATIQUE

Pour assurer la survie de l'humanité, il est impératif de se détacher de l'économie fondée sur les énergies fossiles et de restructurer nos systèmes commerciaux afin de favoriser les producteurs locaux et à petite échelle. Ces trente dernières années, l'absence d'action climatique en faveur de l'abandon des combustibles fossiles démontre bien que le véritable obstacle est la volonté politique, signe d'un problème enraciné dans le système. **Il est essentiel de comprendre l'interaction entre le capitalisme, le patriarcat et d'autres formes d'oppression, telles que la suprématie blanche, pour appréhender les enjeux raciaux, sociaux, de caste et de genre liés à la crise climatique**. Les pays du Sud, les plus touchés par cette crise bien qu'ayant le moins contribué aux émissions mondiales, se trouvent également piégés par un système financier qui les maintient dans une situation d'endettement et de dépendance vis à vis d'industries extractives nuisibles à l'environnement.¹

¹ Voir ActionAid (2023): [The Vicious Cycle](#) (« Le cercle vicieux »).

Le colonialisme a instauré de nombreux systèmes et catégories, en particulier aux 19e et 20e siècles, qui sont désormais considérés comme établis. Par exemple, la conquête coloniale de terres et l'introduction de plantations, telles celles du coton en Amérique du Nord, du sucre dans les Caraïbes, du teck en Asie du Sud-Est, ou du thé et du café en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie du Sud, vont de pair avec le développement de notre système économique moderne. Celui-ci met en place des monocultures qui sont non seulement destructrices pour les espèces autochtones locales, mais reposent en plus sur diverses formes de violence : violences exercées pour amener sur ces sites une main-d'œuvre « productive » et la conserver, et violences envers les écosystèmes, notamment la destruction de forêts pour l'agriculture ou la création de nouvelles voies telles que les canaux de Panama et de Suez, avec de lourdes conséquences pour la biodiversité.²

La prise en compte des émissions historiques débute en général à partir des données disponibles depuis le milieu du 19e siècle, période correspondant à la Révolution industrielle.³ Les voies maritimes et ferroviaires développées lors de cette époque impériale étaient orientées vers l'extraction, le traitement, le transport et l'utilisation des combustibles fossiles. De nos jours, ces voies maritimes génèrent davantage d'émissions que le transport aérien.⁴ Autre acteur majeur dans ce domaine : le secteur militaire. En effet, les armées sur l'ensemble de la planète contribuent à au moins 6 % des émissions globales,⁵ l'armée américaine étant le plus grand émetteur.⁶



[Map of US Military Bases around the World, by UBIQUE: American Geographical Society, 2024.](#)

- 2 [Leave it in the ground! How fossil fuel extraction affects biodiversity \(« Laissez-les dans le sol ! L'impact de l'extraction des combustibles fossiles sur la biodiversité »\).](#)
- 3 [Analysis: Which countries are historically responsible for climate change? \(« Analyse : quels pays sont historiquement responsables du changement climatique ? »\), Carbon Brief.](#)
- 4 [Maritime shipping causes more greenhouse gases than airlines \(« Le transport maritime émet plus de gaz à effet de serre que les compagnies aériennes »\).](#)
- 5 [World's militaries avoiding scrutiny over emissions, scientists say \(« Des scientifiques affirment que les armées du monde entier évitent tout contrôle sur leurs émissions »\) ; voir également CFFP et WEDO \(2023\) : Feminist Interventions: Resisting the Militarization of the Climate Crisis \(A Focus on the US and EU\) \(« Interventions féministes : Résister à la militarisation de la crise climatique, Focus sur les États-Unis et l'UE »\).](#)
- 6 [Ce rapport gouvernemental indique qu'en 2017, l'armée américaine a utilisé 85 millions de barils de carburant pour un coût de près de 8,2 milliards de dollars.](#)

Les sites d'extraction, qu'il s'agisse de mines, de plantations ou de « Zones Économiques Spéciales », s'appuient souvent sur l'armée, la police ou des milices privées pour maintenir la production et l'extraction des ressources. Ce soutien se manifeste notamment par une présence militaire continue sur les terres autochtones, comme dans la région de cordillère au nord des Philippines,⁷ par l'existence de près de 800 bases militaires américaines dans 80 pays,⁸ et par l'exploitation des conflits locaux, comme l'accaparement de terres par l'armée du Myanmar.⁹ Chaque situation conflictuelle entraîne parallèlement l'utilisation et la vente d'armes, avec des conséquences à long terme : fuite du dôme nucléaire et contamination des Îles Marshall,¹⁰ contamination par des mines terrestres dans des pays comme l'Afghanistan, la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge, la Turquie et le Yémen,¹¹ ou emploi de munitions au phosphore blanc en Ukraine, à Gaza et au Myanmar.¹²

Avec cette incitation à la protection des « investissements étrangers » par d'autres moyens tels que les accords commerciaux contenant des clauses de « règlement des différends entre investisseurs et États », les pays nouvellement indépendants n'ont pas pu nationaliser leurs industries sans faire l'objet de menaces, allant de lourdes pénalités financières à des violences. On peut citer deux exemples notables : l'assassinat en 1967 du Premier ministre iranien Mohammad Mosaddegh, qui avait nationalisé l'industrie pétrolière iranienne, et celui en 1987 du président burkinabé Thomas Sankara, dont le successeur a annulé toutes les politiques mises en œuvre, y compris la nationalisation des industries, et a réintégré le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Les multiples interventions directes, menaces, politiques financières, et la création de dettes souveraines ont contribué au maintien en place des systèmes extractivistes utilisant les chemins de fer, ports et routes maritimes de l'ère coloniale, ce qui a permis aux entreprises multinationales et aux institutions associées à ce secteur d'accumuler encore davantage de richesses.

Cette perspective historique est cruciale pour comprendre les dimensions coloniales de la crise climatique. Elle souligne également l'importance de considérer la justice restauratrice et les réparations comme étant un aspect essentiel de la justice climatique féministe.

POLITIQUES POUR UNE TRANSFORMATION SYSTÉMIQUE ET POUR UNE JUSTICE CLIMATIQUE

Plutôt que de se ruer sur des solutions technologiques, ou d'utiliser des outils financiers néolibéraux pour promouvoir des investissements « verts », la justice climatique féministe préconise des politiques interdépendantes qui présentent une approche globale du soin, du climat et de la dette. Reconnaisant la nécessité d'une économie qui centralise les soins et s'éloigne du capitalisme extractif, plusieurs propositions de politiques sont avancées pour libérer davantage de ressources financières en faveur d'un avenir écologiquement responsable et axé sur la communauté.

7 [Philippines : la militarisation en faveur des mines porte atteinte aux femmes indigènes, World Rainforest Movement.](#)

8 [COVID-19: Les bases militaires étrangères propagent la violence et le virus, WILPF.](#)

9 [Military Involved in Massive Land Grabs: Parliamentary Report \(« Accaparements massifs de terres par l'armée : Rapport parlementaire »\), Myanmar, ReliefWeb.](#)

10 [How the U.S. betrayed the Marshall Islands, kindling the next nuclear disaster \(« La trahison des Îles Marshall par les États-Unis, prélude à la prochaine catastrophe nucléaire »\), Los Angeles Times.](#)

11 [Two decades later and illegal landmines are still stockpiled \(« Les mines terrestres illégales toujours stockées deux décennies plus tard »\).](#)

12 [What is white phosphorus, and what does it mean that Russia may be using it in Ukraine? \(« Qu'est-ce que le phosphore blanc, et que signifie son utilisation par la Russie en Ukraine ? »\), CBS News. Rory McCarthy on a Human Rights Watch report accusing Israel of war crime \(« Rory McCarthy sur un rapport de Human Rights Watch accusant Israël de crime de guerre »\), World news, The Guardian. Burma police 'used white phosphorous' on mine protesters \(« La police birmane a 'utilisé du phosphore blanc' contre les manifestants d'une mine »\), BBC News.](#)

ANNULATION DE LA DETTE

Le contexte colonial dans lequel s'inscrit l'ordre mondial actuel est également celui dans lequel les États-nations modernes issus des anciennes colonies ont émergé, se retrouvant immédiatement criblés de dettes : clé de voûte du maintien d'une économie extractiviste reposant sur les combustibles fossiles. Les pays du Sud réclament depuis longtemps l'annulation de la dette souveraine, cette dernière étant étroitement liée à la violence, matérialisée par des coups d'État et des assassinats, comme nous l'avons vu plus haut, mais également à la création de conflits et à leur entretien à des fins lucratives.

Certains pays, comme Haïti,¹³ étaient endettés dès leur origine par leurs colonisateurs. D'autres, dans l'hémisphère sud, ont été soumis à une « hégémonie financière »¹⁴ par le biais de politiques néolibérales forçant à éliminer les mesures de protection et à « ouvrir » leurs marchés aux importations. (Pour une analyse plus détaillée de l'interconnexion entre le climat, la dette et la pandémie de COVID-19, spécifiquement dans les cas du Zimbabwe et du Kenya, consultez le [rapport du Nexus Action sur la triple crise](#).)

La crise de l'endettement s'est profondément aggravée ces dernières décennies, avec une multiplication par cinq de la dette publique depuis l'an 2000. Le nombre de pays confrontés à un endettement élevé est passé de 22 en 2011 à 59 en 2022,¹⁵ ce qui a entraîné une réduction drastique de leur capacité à financer les services publics et a accéléré l'extraction des ressources minérales et des combustibles fossiles. Les mesures d'austérité ou d'« assainissement budgétaire » ont conduit à une baisse prolongée des dépenses consacrées aux biens et aux services publics. **Cette réduction affecte de manière disproportionnée les femmes et les filles, qui en dépendent davantage. Elle les force à augmenter leur charge de travail informel, alors qu'elles bénéficient de moins de soutien structurel et subissent davantage de dommages environnementaux.** En 2022, la dette publique mondiale a atteint le chiffre record de 92 billions de dollars, avec près de 30 % imputables aux pays du Sud.¹⁶

L'annulation inconditionnelle de la dette et l'allocation efficace des financements pour le climat représentent une chance de dévier des modèles de développement axés sur la croissance, l'industrialisation, le commerce et les intérêts des prestataires financiers pour le développement. L'annulation de la dette permettrait également de réaliser des investissements publics en matière de dépenses sociales, actuellement entravés par les conditions de prêts imposées par le FMI, la Banque mondiale et les banques de développement régionales. Elle ouvrirait la voie à des investissements dans les biens et services publics et l'action climatique, évitant ainsi aux pays « en développement » de rester piégés dans un cycle de remboursement de dette.

¹³ [Haïti faces famine – but its troubles are rooted in a brutal colonial past \(« Haïti est confronté à la famine, mais ses problèmes sont enracinés dans une histoire coloniale très violente »\)](#), Kenneth Mohammed, *The Guardian*.

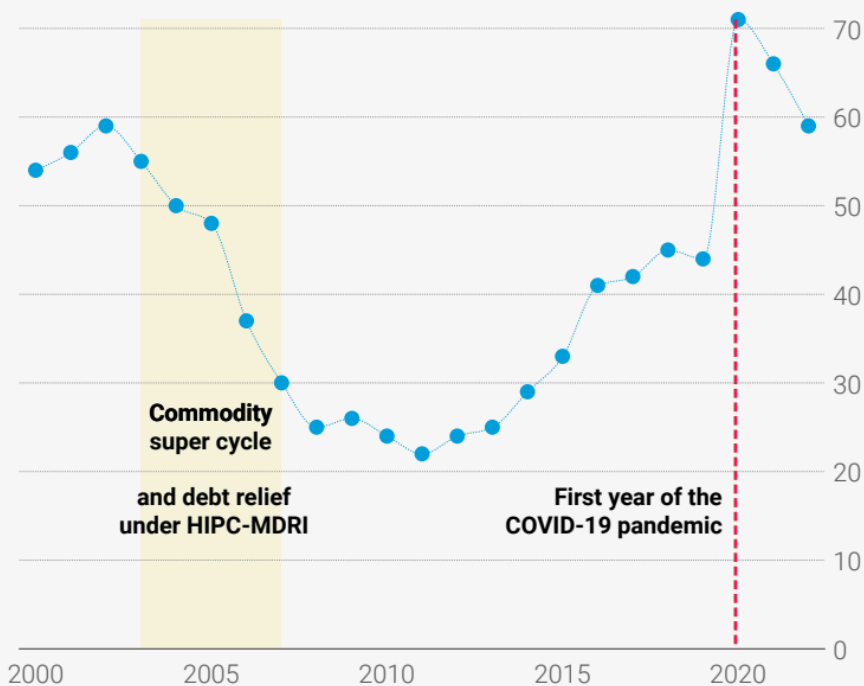
¹⁴ Francesco Saverio Leopardi & Massimiliano Trentin (2022). The international 'debt crisis' of the 1980s in the Middle East and North Africa: a review, an outline (« La crise internationale de la dette des années 1980 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : un bilan, un aperçu »), *Middle Eastern Studies*, 58:5, 699-711, DOI : 10.1080/00263206.2022.2081560.

¹⁵ [A world of debt \(« Un monde de dettes »\)](#), CNUCED. Voir également le [Rapport de tendances du Nexus Action, publié en janvier 2024](#).

¹⁶ [UN Global Crisis Response Group et al \(2023\): A world of debt](#)

A growing number of countries are facing high levels of debt

Number of developing countries with public debt **exceeding 60% of GDP**



Source: UN Global Crisis Response Group calculations, based on IMF World Economic Outlook (April 2023).
Note: Highly Indebted Poor Countries - Multilateral Debt Relief Initiative (HIPC-MDRI).

DÉMILITARISATION

La **démilitarisation**, qui implique à la fois de diminuer les dépenses militaires et de restituer les terres et fermer les bases militaires, joue un rôle crucial dans la lutte contre la crise climatique et permet aux communautés de s'autogérer et de prendre soin de la terre. Réorienter une part des budgets militaires actuels des pays de l'hémisphère nord pourrait permettre de financer le secteur des soins et la lutte contre la crise climatique. Les principes de la démilitarisation s'appliqueraient également à l'annulation des mesures de sécurisation et de maintien de l'ordre.

La démilitarisation est essentielle pour les féministes, tant dans le cadre de l'action pour le climat que dans la gestion des conflits et la concrétisation des engagements de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » (FPS). De nombreuses communautés du Sud, que ce soit la RDC, le Soudan, la Syrie, l'Irak, le Yémen et le Myanmar, sont souvent considérées comme des zones de conflit et donc jugées non pertinentes pour les discussions politiques intergouvernementales. Pourtant, il est important de garder à l'esprit la décision des gouvernements de l'hémisphère nord de participer en offrant des armes et/ou un soutien militaire à des factions spécifiques, provoquant de ce fait la déstabilisation de régions entières, une décision qui devrait toujours être exposée et reconnue. Les pays du Nord qui commencent à qualifier leur politique étrangère de « féministe » méritent l'examen critique des féministes et des évaluations décoloniales qui se concentrent sur la structure : **aucune politique étrangère ne peut être étiquetée comme féministe si elle autorise les concessions minières ou la fourniture d'armes.**

Pourquoi l'armée américaine contribue-t-elle autant ?

La part disproportionnée de responsabilité de l'armée américaine dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre découle de sa présence massive à travers le monde : en 2021, l'armée américaine comptait 750 bases dans plus de 80 pays,¹⁷ un grand nombre de porte-avions ou de « bases flottantes » et « une présence militaire significative et croissante dans l'espace ».¹⁸ David Vine, le chercheur à l'origine de ces données, estime que les États-Unis « contrôlent environ 95 % des bases étrangères dans le monde, possédant ainsi plus de bases que n'importe quel pays, empire ou peuple dans l'histoire de l'humanité ».¹⁹

Selon Vine, « Depuis longtemps, les bases à l'étranger jouent un rôle crucial, bien qu'elles soient souvent ignorées, dans le déclenchement de guerres et d'interventions, la conservation des systèmes d'alliances, la subordination d'autres pays, ainsi que dans le maintien d'un ordre militaire, politique et économique mondial qui favorise les intérêts des États-Unis et de ses élites. » Cette attention portée aux efforts militaires révèle non seulement une relation directe avec les enjeux abordés dans ce dossier, mais illustre également les multiples impacts de la militarisation et de la présence continue de bases militaires. Cette présence correspond notamment un taux élevé de violences sexistes, que cela soit à Djibouti, en Corée ou à Hawaï.²⁰

TRANSITION JUSTE ET ÉQUITABLE ET DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE

Pour réaliser une **transition juste et équitable**, il ne s'agit pas uniquement de trouver des solutions pour la reconversion des travailleurs de l'industrie des énergies fossiles et leur passage vers le secteur des énergies renouvelables ; ce nouveau secteur doit également être public et proposer des emplois de qualité. Il faut absolument se montrer vigilant vis-à-vis des propositions axées sur l'investissement et sur l'emploi dans le secteur privé. L'accent devrait plutôt être mis sur les investissements publics, la nationalisation des biens et services publics essentiels qui ont été privatisés, et la suppression des partenariats public-privé.²¹

Avant même le capitalisme et l'époque de la dépendance aux combustibles fossiles, il existait déjà des sociétés et des marchés.²² Certains systèmes de gestion de l'eau ont traversé les siècles et les continents ; des méthodes agricoles telles que la rotation des cultures témoignent de connaissances et de traditions qui ne sont pas seulement durables, mais qui prennent soin aussi bien de la terre que de ses habitants. Et prendre soin de la terre, être des gardiens responsables des terres et des plans d'eau, est une approche et une compréhension qui sont au cœur de nombreuses communautés des peuples autochtones et des Premières Nations.

¹⁷ [Infographic: US military presence around the world](#) (« Présence militaire américaine dans le monde »).

¹⁸ Vine, David. « 12. Islands of Imperialism: Military Bases and the Ethnography of U.S. Empire » (« Les îles de l'impérialisme : Les bases militaires et l'ethnographie de l'empire américain »). *Ethnographies of U.S. Empire*, édité par Carole McGranahan et John F. Collins, New York, ÉTATS-UNIS : Duke University Press, 2018, p. 255. <https://doi.org/10.1515/9781478002086-014>.

¹⁹ *Ibid.*, p. 251.

²⁰ [COVID-19: Les bases militaires étrangères propagent la violence et le virus, WILPF](#) ; voir également : [South Korea: Supreme Court Rules Government Responsible for Harm Suffered by Sex Workers in US Military Camp Towns](#) (« Corée du Sud : La Cour suprême juge le gouvernement responsable des préjudices subis par les travailleuses du sexe dans les camps de l'armée américaine »), [Library of Congress et Lawmakers, advocates call on military to do more to address violence against Native Hawaiian women](#) (« Les législateurs et les défenseur-e-s des droits de l'homme demandent à l'armée de faire davantage d'efforts pour lutter contre la violence à l'égard des femmes hawaïennes autochtones »).

²¹ [Public-Private Partnerships: Global Campaign Manifesto](#) (« Partenariats public-privé : Manifeste de la campagne mondiale »), [Eurodad 2020 Content Staging](#).

²² [Markets in the Next System](#) (« Les marchés dans le prochain système »).

De telles approches reconnaissent que le droit à l'eau ne peut être assujéti à la recherche de profit, et que les solutions à grande échelle ne sont pas toujours appropriées. La démocratie énergétique privilégierait des solutions énergétiques petites, nano et micro, durables et adaptées aux besoins des communautés, se révélant ainsi plus réaliste pour fournir des solutions énergétiques dans des lieux géographiquement complexes, inaccessibles par un réseau national. Des projets tels que l'initiative « La Ceinture et la Route », ou des accords commerciaux tels que le Partenariat transpacifique, le Partenariat économique global régional ou le Corridor économique indopacifique, ne sont pas centrés sur les besoins des communautés et ne sont pas non plus démocratiques. Ils méritent une transparence, une supervision par d'autres instances gouvernementales ainsi que des consultations avec les communautés impactées.

DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES POUR LES PEUPLES ET LA PLANÈTE

INVESTISSEMENTS PUBLICS DANS L'ÉCONOMIE DU SOIN

Le rôle des femmes et des filles dans la fourniture de travail de soins et de travail reproductif n'est pas explicitement reconnu ou mesuré dans l'économie traditionnelle.²³ Les efforts récents déployés au moyen de méthodes telles que les enquêtes sur l'utilisation du temps²⁴ montrent qu'une grande partie du travail essentiel est effectuée par les femmes et les personnes marginalisées. Ainsi, les femmes représentent 70 % de la main-d'œuvre mondiale dans le domaine de la santé et de l'aide sociale,²⁵ ce qui signifie que les réponses sanitaires d'urgence, telles que la pandémie de COVID-19, comportent de nombreuses dimensions de genre.²⁶

Les réponses politiques apportées aux divisions genrées n'ont pas encore réussi à reconnaître la valeur du travail de soin et du travail reproductif comme fondamentaux pour l'économie. Les solutions et recommandations proposées se concentrent souvent sur l'augmentation de la participation des femmes dans la main-d'œuvre formelle ou de leur présence dans les domaines traditionnellement dominés par les hommes, avec une attention particulière portée aux domaines des « STIM » (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques). Non seulement ces approches ne valorisent pas la contribution existante en termes de travail, mais elles adoptent également une vision limitée. Les discussions sur la « Quatrième Révolution Industrielle » et sur la possibilité que certaines professions deviennent obsolètes passent à côté d'un fait crucial : de nombreuses professions aujourd'hui disparues, et qui étaient majoritairement occupées par des femmes, comme le travail de bureau, la sténographie,²⁷ les calculs mathématiques manuels²⁸ et la gestion des standards téléphoniques,²⁹ relevaient en réalité du champ des « STIM ». Ces rôles ont été dévalorisés à

23 Il s'agit d'une critique courante formulée par les économistes féministes et de gauche, en particulier concernant l'adoption du PIB comme indicateur de l'économie d'un pays, qui ne tient pas compte des contributions essentielles comme le travail de soin. Voir par exemple l'article de Joseph Stiglitz, [GDP Is the Wrong Tool for Measuring What Matters \(« Le PIB n'est pas le bon outil pour mesurer ce qui compte »\)](#), *Scientific American*.

24 Voir par exemple, le programme [Equality Insights](#) et l'exemple de dossier sur la mesure de la privation individuelle utilisant des données de Fidji et de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

25 [COVID-19: a heavy toll on health-care workers \(« COVID-19 : un lourd tribut pour les professionnel-le-s de la santé »\)](#), *The Lancet Respiratory Medicine*.

26 Parmi les autres dimensions genrées notables de la pandémie, on peut citer l'augmentation de la violence domestique, qu'ONU Femmes a décrite comme la « pandémie fantôme » : [La pandémie fantôme : la violence contre les femmes pendant la COVID-19](#).

27 [Gender & the Office \(« Questions de genre au bureau »\)](#).

28 [Human Computers: The Women of NASA \(« Les ordinateurs humains : Les femmes de la NASA »\)](#).

29 [Goodbye to the hello girls: automating the telephone exchange « Adieu aux opératrices : l'automatisation du central téléphonique »](#), *Science Museum*.

mesure que les femmes en prenaient le contrôle, et leur obsolescence n'a pas suscité d'inquiétude majeure. Si l'accès à l'éducation, au travail formel, et la création d'opportunités pour les femmes dans les secteurs dominés par les hommes sont importants, il est tout aussi essentiel de valoriser les secteurs dans lesquels celles-ci sont déjà prédominantes.

Les solutions visant à valoriser le travail de soin et le travail reproductif devraient également envisager les moyens de développer ce secteur de manière durable et respectueuse de l'environnement.³⁰ Il est également nécessaire de prendre en compte les dimensions actuelles de race, de classe et de caste, notamment lorsque les femmes pauvres, migrantes et marginalisées assument les charges de soin et reproductives des femmes urbaines, de classe supérieure et éduquées pour leur permettre d'accéder au travail formel.

De plus, la question du financement de postes de qualité dans les secteurs du soin, de la santé et de l'éducation est étroitement liée aux problèmes de dette, de fiscalité et de justice commerciale. La restructuration des systèmes commerciaux, l'introduction d'une fiscalité transparente et progressive, et l'annulation de la dette sont quelques-unes des moyens d'accroître l'espace fiscal pour garantir l'investissement dans les dépenses sociales ainsi que la transition vers un système énergétique renouvelable centré sur la communauté.

Il est impératif de mettre l'accent sur les investissements publics et le maintien du rôle de l'État, plutôt que de confier la responsabilité économique au secteur privé. Les sociétés d'investissement privées détiennent la majorité de la dette de pays comme la Zambie³¹ et le Sri Lanka³², et sont moins enclines que les créanciers multilatéraux à annuler ou restructurer les paiements de la dette. **La crise climatique ne peut être résolue en s'appuyant sur le secteur privé ; elle nécessite au contraire des investissements publics dans des solutions spécifiques à l'échelle locale.** Le secteur des soins pâtit également lorsque ses propriétaires privés spéculent sur l'immobilier ou profitent du financement public et imposent des frais privés élevés pour réaliser des profits exorbitants.³³ Il est essentiel de se concentrer sur la création d'emplois de qualité dans le secteur public : cela inclut non seulement la création de nouveaux postes, mais aussi l'amélioration des emplois existants afin qu'ils soient mieux rémunérés, de longue durée, plus flexibles, adaptés aux familles et à tous les âges, et qu'ils offrent de meilleurs avantages (c'est-à-dire liés à des dispositions de sécurité sociale telles que les pensions qui ne sont pas exclusivement liées à un seul type d'emploi). Des mesures telles que la nationalisation, bien qu'éloignées de l'orthodoxie économique néolibérale, sont devenues possibles pendant la pandémie de COVID-19³⁴ et devraient être revisitées dans le cadre de nos revendications féministes.

L'ARRÊT DE L'AUSTÉRITÉ ET L'INVERSION DE SA TENDANCE

Au lieu de suspendre les coupes dans les secteurs publics réalisées au nom de l'austérité ou des mesures de consolidation fiscale, il faut inverser la tendance. **Les politiques d'austérité ont longtemps reposé sur les contributions invisibles du travail de soin à domicile, principalement assuré par les femmes : diminuer ou supprimer le financement des services de garde, des écoles ou des maisons de soins revient**

³⁰ Pour en savoir plus, consultez la [note d'information du FemGND sur les soins et le climat](#).

³¹ [BlackRock urged to delay debt repayments from crisis-torn Zambia](#) (« BlackRock est invité à retarder le remboursement de la dette de la Zambie déchirée par la crise »).

³² [Analysis: Sri Lanka bondholders brace for big losses in debt restructuring](#) (« Analyse : Les détenteurs d'obligations du Sri Lanka s'attendent à de lourdes pertes dans le cadre de la restructuration de la dette »), Reuters.

³³ [Huge profits and low taxes. Care home real estate business put in the spotlight by CICTAR](#) (« Profits considérables et impôts réduits. CICTAR braque les projecteurs sur l'immobilier des maisons de retraite »).

³⁴ Voir, par exemple, [Spain nationalized all private hospitals](#) (« L'Espagne a nationalisé tous les hôpitaux privés »).

à tenir pour acquis que le travail féminin est omniprésent et inépuisable. Dans de nombreux pays, une génération, voire plus, a vécu sous le régime de l'austérité, et mettre simplement fin à ces mesures n'efface pas les préjudices subis. Pour réparer les dégâts causés par des décennies de ce type de politiques, il est indispensable de réaliser des investissements massifs dans des secteurs clés comme la santé publique, l'éducation, les transports, l'eau, l'assainissement, ainsi que dans d'autres secteurs qui sont particulièrement vitaux pour les femmes, les filles et les personnes de genre non conforme.

BUDGÉTISATION PARTICIPATIVE ET INFRASTRUCTURES CENTRÉES SUR LE PUBLIC

L'effort de « développement », en particulier dans les pays du Sud, s'est souvent orienté vers des projets d'infrastructure à grande échelle qui permettent la circulation des marchandises à travers le monde, sans nécessairement répondre aux besoins des communautés locales. **L'élaboration d'une économie qui valorise les soins et s'écarte des pratiques extractivistes nécessiterait une budgétisation davantage participative et une planification de l'infrastructure en fonction des besoins publics.** Dans le cadre des infrastructures publiques, cela impliquerait de consulter les communautés afin de développer des infrastructures répondant réellement à leurs besoins. Notamment, pour les communautés éloignées et rurales, la réflexion pourrait porter sur des options de transport adaptées leur permettant de satisfaire les besoins de base, notamment en facilitant l'accès aux marchés, aux soins de santé et à une éducation de qualité, plutôt que de construire des autoroutes et des ponts centrés sur les villes. Fondamentalement, les réformes doivent être démocratiques et axées sur la communauté. Elles doivent s'attaquer simultanément aux problèmes liés au climat, à la dette et aux soins, plutôt que de se focaliser sur le profit.

RESSOURCES

[Feminist Interventions: Resisting the Militarization of the Climate Crisis \(A Focus on the US and EU\) \(« Interventions féministes : Résister à la militarisation de la crise climatique, Focus sur les États-Unis et l'UE »\).](#)

[This is an incredible visualization of the world's shipping routes \(« Il s'agit d'une incroyable visualisation des routes maritimes du monde. »\), Vox.](#)

[L'initiative « La Ceinture et la Route » : l'agrobusiness chinois se mondialise.](#)

[Structural adjustment and the Washington Consensus: are they things of the past? \(« L'ajustement structurel et le consensus de Washington appartiennent-ils au passé ? »\).](#)

[Nouveaux accords de libre-échange : la normalisation de la brutalité des chaînes d'approvisionnement mondiales.](#)

[10 Ways That the Climate Crisis and Militarism Are Intertwined \(« 10 manières dont la crise climatique et le militarisme sont intrinsèquement liés »\), Greenpeace USA.](#)

[A beginner's guide to fossil fuel divestment \(« Guide du débutant pour le désinvestissement des combustibles fossiles »\).](#)

[Énergies renouvelables et utilisation des terres : Les obstacles à une transition juste dans les pays du Sud.](#)

À propos du Nexus Action

Ce dossier s'inscrit dans le contexte de l'engagement des mouvements féministes composant le *Nexus action féministe pour la justice économique et climatique* (« *Nexus action* ») en faveur du développement de ressources et de matériels en faveur d'une éducation populaire et d'un plaidoyer juridique destinés à promouvoir un programme féministe global. Ce programme féministe n'est en rien nouveau ni différent, c'est une initiative bien articulée qui s'appuie sur le travail réalisé par les mouvements féministes depuis des générations. Notre **Plan d'action 2021 pour une justice économique féministe**, élément central du Nexus action, reconnaît que notre travail renforce et réaffirme mutuellement les programmes féministes élaborés pendant plus de cinq décennies et relie les mouvements, y compris, mais sans s'y limiter, la justice en matière de commerce, de dette et de fiscalité. D'autres ressources ainsi qu'un résumé des sept principales exigences découlant de notre travail sont disponibles sur la [page web du Nexus action](#).

